

**Le DÉVELOPPEMENT SOCIAL en ACTION dans les régions du Québec**



***41 EXEMPLES DES RÉGIONS***

***TIRÉS DE LA SYNTHÈSE DE L'ANALYSE NATIONALE***

***DES BILANS RÉGIONAUX***

## 41 EXEMPLES DES RÉGIONS

### Le DÉVELOPPEMENT SOCIAL en ACTION dans les régions

## 41 EXEMPLES DES RÉGIONS TIRÉS DE LA SYNTHÈSE NATIONALE

### 1-L'ORGANISATION RÉGIONALE ET SA STRUCTURE

- 01-Bas St-Laurent : COSMOSS
- 04-Mauricie : Démarche de concertation en sécurité alimentaire
- 07-Outaouais : Concertation de la MRC de la VG
- 11-Gaspésie-Iles : Réseau des partenaires en développement des collectivités
- 12-Chaudière-Appalaches : Entente HLM
- 15-Laurentides : Intégration des représentants de MRC au conseil exécutif du CRDSL
- 16-Montérégie-Est : Conseillers dédiés
- 16-Vallée-Haut-St-Laurent : Gouvernance en DS

### 2-LES ACTIONS ET ORIENTATIONS

- 02-Saguenay-Lac-St-Jean : Micro-crédit
- 05-Estrie : Culture du cœur
- 06-Montréal : Bâtiments certifiés « Qualité famille »
- 06-Montréal : Projet NOMAD
- 06-Montréal : Réseau pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal
- 12-Chaudière-Appalaches : Programme RÉSEAUX
- 14-Lanaudière : Habitat-santé
- 14-Lanaudière : Mobilisation en sécurité alimentaire
- 15-Laurentides : REGAL et BBBB
- 16-Montérégie-Est : Jeunes mères en action

### 3-LE FINANCEMENT

- 07-Outaouais : Politique municipale de DS
- 09-Côte-Nord : Arrimage de partenariats
- 10-Nord : Entente spécifique en DS
- 11-Gaspésie-Iles : Transport collectif régional
- 11-Gaspésie-Iles : Instance de mobilisation régionale en persévérance scolaire
- 16-Montérégie-Est : Transport collectif et tarification sociale
- 17-Centre-du-Québec : Fonds régional de DS

### 4-LE PROCESSUS PARTICIPATIF

- 04-Mauricie : Forum citoyen mauricien
- 06-Montréal : Démarche de revitalisation de St-Michel
- 09-Côte-Nord : L'Escale

## 41 EXEMPLES DES RÉGIONS

- 10-Nord : Colloque régional en DS
- 10-Nord : Forum des acteurs
- 11-Gaspésie-Iles : Sondage auprès de jeunes
- 12-Chaudière-Appalaches : Magiciens du temps
- 14-Lanaudière : CRÉVALE
- 15-Laurentides : Colloques sur le logement social
- 16-Montérégie-Est: Plan intégré en loisir et sport
- 16-Vallée Haut-St-Laurent : Stratégie locale d'intervention en DS
- 17-Centre-du-Québec : Recherche et transfert des connaissances

### 5-L'INTERSECTORIALITÉ ET LA TERRITORIALITÉ

- 03-Capitale-Nationale : ATI
- 04-Mauricie : Implantation du service de transport collectif en milieu rural
- 05-Estrie : Tableau de bord des communautés
- 09-Côte-Nord : Animation des territoires
- 11-Gaspésie-Iles : Stratégie d'attraction, d'accueil et de rétention de main-d'œuvre

### Le DÉVELOPPEMENT SOCIAL en ACTION dans les régions

## 1- L'ORGANISATION RÉGIONALE ET SA STRUCTURE

### RÉGION 01 – BAS-ST-LAURENT : COSMOSS

La démarche COSMOSS a mis en place un mode de gouvernance structurant impliquant une articulation systématique des liens entre le local et le régional et se centrant autour des préoccupations de santé et le bien-être des jeunes de 0 à 30 ans.

COSMOSS repose sur un regroupement de partenaires volontaires engagés à lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales de santé des jeunes, en s'attaquant à la continuité des services et aux enjeux propres à chaque tranche d'âge.

Devant le constat que les actions s'adressant aux jeunes étaient souvent cloisonnées et discontinues, les partenaires se sont engagés à améliorer la continuité et la complémentarité des services offerts aux enfants, aux adolescents et à leurs parents, en suscitant de meilleures conditions d'inclusion économique, sociale et culturelle.

Quatre axes ont été privilégiés :

- Favoriser une entrée scolaire réussie
- Favoriser le développement de saines habitudes de vie
- Encourager la persévérance scolaire et la réussite éducative
- Favoriser une intégration sociale et professionnelle et durable.

### RÉGION 04 – MAURICIE : DÉMARCHÉ DE CONCERTATION EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

À l'écoute des besoins des milieux, des intervenantes ont décidé de favoriser la concertation locale et régionale des acteurs de la sécurité alimentaire confrontés à diverses réalités qui rendent précaires leurs services. La particularité de cette démarche réside notamment dans les liens établis entre la concertation locale et régionale qui ont été au service l'une de l'autre pour démarrer de nouvelles actions et discuter des enjeux identifiés.

Ainsi, la Table de concertation en sécurité alimentaire de Trois-Rivières a été mise sur pied à la suite des constats réalisés au niveau des besoins des organismes œuvrant en sécurité alimentaire à Trois-Rivières. Ce lieu de concertation a permis de regrouper les organismes, de développer des liens et de favoriser une meilleure compréhension des enjeux de la sécurité alimentaire. Les actions menées par la Table, notamment les rencontres locales, ont eu comme effet l'identification au niveau régional du besoin d'une instance de concertation en sécurité alimentaire pour la Mauricie.

## 41 EXEMPLES DES RÉGIONS

Le comité régional en sécurité alimentaire chapeauté par le Consortium en développement social de la Mauricie a ainsi pris racine portant divers projets régionaux, notamment des rencontres régionales d'information et de formation de même que la réalisation d'un répertoire des organismes en sécurité alimentaire. Inspiré par ces instances de concertations locales et régionales, le Comité Sécurité Alimentaire Shawinigan a été mis sur pied avec cette même volonté de créer un dynamisme dans le milieu, de réseauter les organismes et de développer des initiatives concertées.

Le projet « Se nourrir, agir et se développer » est à cet égard l'illustration des effets de cette concertation locale et régionale.

### **RÉGION 07 – OUTAOUAIS : CONCERTATION DE LA MRC DE LA VALLÉE DE LA GATINEAU**

La MRC de la Vallée de la Gatineau s'est dotée d'une table de concertation en développement social, coprésidée par le préfet de la MRC et la directrice du CSSS.

Cette table inclut aussi les organismes communautaires, la Table éducation de l'Outaouais, Québec en forme, le CLD, la SADC, le CLE, le CJE, Place aux jeunes, le Cegep, l'UQO, la Caisse. La table est décisionnelle et travaille avec un plan d'action.

Elle intervient notamment en employabilité et maintien de la main-d'œuvre. Par exemple, elle encourage les jeunes aux études supérieures par l'octroi de bourses à la condition qu'ils reviennent travailler dans le territoire.

### **RÉGION 11 – GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE : RÉSEAU DES PARTENAIRES EN DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS**

Dans la foulée du Forum régional pour la solidarité et l'inclusion sociale tenu en 2010, la création d'un réseau structuré jouant un rôle significatif sur le plan de la concertation intersectorielle prenait tout son sens.

Un large comité-conseil formé d'une cinquantaine d'intervenants provenant de ministères et d'organismes gouvernementaux, d'organismes régionaux et locaux s'est généreusement prêté à la réflexion visant à définir le futur réseau dans un esprit de coconstruction.

Ces intervenants provenaient de secteurs aussi variés que l'emploi, le loisir et le sport, l'éducation, la santé, les services communautaires, les affaires municipales, les aînés, le logement social, la culture et la jeunesse.

Comptant maintenant sur une proposition coconstruite et innovante, l'équipe assurant le soutien à la concertation nécessaire au déploiement du réseau parcourt présentement la région afin d'échanger avec les communautés locales dans le but de préciser le fonctionnement éventuel du réseau et d'identifier un espace de concertation local qui

## 41 EXEMPLES DES RÉGIONS

permettra aux communautés de prendre part à la vie du réseau tout en maximisant les retombées de la nouvelle concertation régionale intersectorielle dans leur milieu.

Cette étape devrait confirmer et préciser le travail fait par le comité-conseil et permettre aux activités du réseau d'être officiellement lancées à l'hiver 2013.

### **RÉGION 12 – CHAUDIÈRE-APPALACHES : ENTENTE HLM**

L'entente spécifique sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts pour différentes clientèles dans les HLM a pour objet d'y développer des interventions en action communautaire et en animation de milieu. Elle vise à favoriser l'accessibilité aux HLM pour des clientèles ayant des besoins particuliers, à augmenter la qualité des services offerts en HLM, ainsi qu'à améliorer la qualité de vie des locataires par l'intégration, la participation sociale et l'autonomie des résidents des HLM pour des demandes de services.

Une coordination régionale pilote la mise en œuvre du plan d'action. Son rôle est d'assurer la concertation entre les partenaires, de sensibiliser et de mobiliser les directions et les administrateurs d'OMH envers l'approche communautaire et d'assurer une supervision et un soutien aux animateurs locaux des CSSS.

L'impact majeur de cette entente est la consolidation d'un modèle d'intervention, qui tient compte tant du volet collectif qu'individuel, structuré sur la base d'un réseau local souple et adapté à la réalité des HLM.

### **RÉGION 15 – LAURENTIDES : INTÉGRATION DES REPRÉSENTANTS DE MRC AU CONSEIL EXÉCUTIF DU CRDSL**

Face à un désintérêt des représentants de MRC envers le développement social entre 2004 et 2008, le Conseil régional de développement social des Laurentides (CRDSL) a décidé d'intégrer un représentant par MRC à son conseil exécutif. Cette décision a eu pour effet d'assurer leur présence active aux réunions et de remobiliser les territoires de MRC.

### **RÉGION 16 – MONTÉRÉGIE-EST : CONSEILLERS DÉDIÉS**

Afin d'assurer le développement social de son territoire, la CRÉ Montérégie Est compte sur une équipe multidisciplinaire composée d'une douzaine de ressources professionnelles qui sont responsables d'ententes de partenariat régionales.

Avec l'accompagnement de l'adjointe responsable du développement à la CRÉ, ces ressources professionnelles visent l'objectif de mieux travailler ensemble dans une optique d'harmonisation et d'intégration des plans d'action.

## 41 EXEMPLES DES RÉGIONS

Ces ressources coordonnent les travaux de comités sectoriels portant sur des enjeux régionaux, tels que la culture, les saines habitudes de vie, la réussite éducative, l'économie sociale, la solidarité et l'inclusion sociale et le loisir; tandis que d'autres soutiennent les actions de comités populationnels, comme ceux relatifs aux dossiers de la condition féminine, des aînés, de la famille et de la petite enfance, de l'immigration et de la jeunesse (incluant l'engagement jeunesse).

Tant les comités sectoriels que les comités populationnels ont élaboré des plans d'action intersectoriels établis sur une vision commune, sur des priorités et sur des stratégies ayant fait consensus sur le territoire.

### **RÉGION 16 – VALLÉE-DU-HAUT-ST-LAURENT : PROJET DE GOUVERNANCE EN DS**

La CRÉ de la Vallée-du-Haut-St-Laurent a adopté un mode de gouvernance en développement social visant à assurer de meilleures cohérence régionale et cohésion territoriale des actions. Elle a formé un comité régional qui regroupe entre autres les 6 acteurs majeurs provenant du monde scolaire, de l'emploi (EQ), du municipal (MRC), du communautaire (CDC), de la santé (CSSS) et du développement local (CLD).

Ces comités planifient les grandes orientations et conservent sous leur gouverne la lutte à la pauvreté, la réussite éducative et d'autres dossiers du développement social. Cette stratégie a donné des résultats tangibles : forte cohérence dans les arrimages avec le territorial et le local, soutien vigoureux au montage des projets et cohésion maximale dans la mise en place de l'Alliance pour la solidarité.

Le DÉVELOPPEMENT SOCIAL en ACTION dans les régions  
**2-LES ACTIONS ET LES ORIENTATIONS**

**RÉGION 02 – SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : FONDS D'ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE**

La région s'est dotée d'un fonds de microcrédit finançant des démarches entrepreneuriales de personnes vivant de l'exclusion.

L'accompagnement donné par les intervenants a permis une diminution de l'isolement des personnes, une prise en charge de leur situation et la création de leur emploi. Le fonds a également mobilisé les intervenants sociaux.

**RÉGION 05 – ESTRIE : CULTURE DU CŒUR**

Le projet Culture du cœur vise l'inclusion sociale par l'accès à la culture : sortir pour s'en sortir. Concrètement, une Antenne agit comme relayeur entre les entreprises du secteur culturel et des organismes offrant des services de base auprès de personnes ou de familles défavorisées.

L'Antenne reçoit les offres de spectacles pour lesquels les diffuseurs donnent des billets. Ces billets sont offerts aux organismes membres du réseau régional, nommés relais, qui les proposent à leur clientèle. Des intervenants, rattachés à chaque relais, sont formés pour agir comme des médiateurs culturels, c'est-à-dire offrir un accompagnement avant, durant et après les activités culturelles, afin de permettre aux participants de développer des pratiques artistiques et des goûts culturels.

Culture du cœur existe depuis 12 ans en France. En 2008, l'idée germe de doter le Québec de ce dispositif d'accès à la culture et un comité d'implantation se forme, à l'initiative de Moisson-Estrie. Outre Moisson-Estrie, les partenaires du projet sont le Centre de santé et de services sociaux, des diffuseurs culturels et les organismes communautaires.

Culture du cœur Québec est officiellement lancé, en présence de son porte-parole le comédien Gilles Renaud, à l'automne 2010 sur le territoire de l'Estrie en tant que projet-pilote pour le Québec. 15 mois après le début de l'expérience, 4 214 invitations avaient été distribuées en Estrie, 2 300 sorties avaient été réalisées et 47 médiateurs avaient été formés.

Le projet a favorisé l'égalité d'accès aux activités culturelles pour des clientèles éloignées de la culture en raison des coûts, du transport, du manque d'informations, d'intérêt ou de mesures incitatives.



## 41 EXEMPLES DES RÉGIONS

### RÉGION 06 – MONTRÉAL : PROJET NOMAD

Les itinérants autochtones sont de plus en plus nombreux à se retrouver au centre-ville de Montréal. Cette situation est à l'origine de problèmes de cohabitation avec les commerçants et résidents du secteur.

S'appuyant sur le programme DIALOGUE du YMCA du centre-ville, NOMAD est un projet de médiation comportant deux volets :

- Sensibiliser et outiller les commerçants et leurs employés, dont les agents de sécurité, afin qu'ils soient en mesure de mieux intervenir en cas de conflits avec les personnes marginales et autochtones.
- Réduire les conflits liés aux difficultés de partage des espaces communs ou publics du centre-ville, en offrant un service de médiation sociale ou tout autre moyen opportun et engager un travailleur de rue pour réaliser une approche de proximité.

### RÉGION 06 – MONTRÉAL : BÂTIMENTS CERTIFIÉS « QUALITÉ FAMILLE »

Une Politique familiale a été adoptée en 2008 par la Ville de Montréal.

Plusieurs actions transversales ont été réalisées dans le cadre de cette Politique, dont des mesures d'accès à la propriété, des réaménagements dans les parcs de quartier, des réductions offertes en transport en commun et la mise en ligne du site Bibliojeunes.

L'une des actions de la Politique familiale est la certification « Qualité famille » des bâtiments de la Ville de Montréal, soit en construisant des locaux aménagés pour la famille offrant des lieux calmes et sécuritaires pour allaiter, nourrir ou changer les poupons, soit en équipant les bâtiments d'arrondissements d'installations répondant aux besoins des familles : fauteuil de boire et d'allaitement, paravent, chaise haute et table à langer.

Lorsque les aménagements seront complétés, une carte « Google Map » présentera tous les bâtiments certifiés « Qualité famille » et permettra aux citoyens de les localiser à proximité de leur milieu de vie et de leurs habitations. À ce jour, 190 bâtiments ont été accrédités « Qualité famille ».

### 06 : MONTRÉAL – RÉSEAU POUR LA STRATÉGIE URBAINE DE LA COMMUNAUTÉ AUTOCHTONE À MONTRÉAL

La région de Montréal compte 17 865 Autochtones.

La mission du Réseau est d'améliorer la qualité de vie de la population autochtone y vivant. Il est composé de partenaires gouvernementaux, soit le Ministère des Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, le Secrétariat aux affaires autochtones, la Ville de

## 41 EXEMPLES DES RÉGIONS

Montréal, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et la Société Makivik; de six comités de travail : Art-Culture, Communications, Employabilité-Formation-Éducation, Jeunesse, Santé, Services sociaux; ainsi que d'un Aîné.

Pour pouvoir répondre à la population autochtone urbaine croissante, le Réseau fixe des objectifs prioritaires reflétant les besoins de celle-ci et essaie de trouver des solutions aux diverses problématiques qu'elle rencontre.

La création d'un centre culturel et communautaire urbain, la mise sur pied d'un centre d'information autochtone et l'établissement d'un centre de santé holistique sont quelques exemples de réponses apportées par le Réseau.

### **RÉGION 12 – CHAUDIÈRE-APPALACHES : PROGRAMME RÉSEAUX**

Ce programme de formation en préemployabilité offert de 2003 à 2006 avait comme but d'offrir à une clientèle éloignée du marché du travail un programme de formation destiné à leur permettre d'acquérir les compétences nécessaires pour mettre en place un projet personnel favorisant une intégration sociale ou un retour éventuel sur le marché du travail.

RÉSEAUX misait sur deux axes complémentaires. Tout d'abord, grâce au soutien personnalisé offert par l'équipe du Centre d'éducation des adultes (CEA), notamment par la coordonnatrice locale, l'ensemble de la personne était considéré et des actions étaient entreprises avec les partenaires appropriés en fonction des besoins de chacun.

Par ailleurs, la dynamique de groupe, orchestrée par l'enseignant du CEA, et l'appui des autres participants, sont venus renforcer le cheminement individuel en y greffant une composante de soutien social et éducatif non négligeable pour cette clientèle très isolée.

La réalisation de la formation dans les locaux d'un CEA offrait un cadre structuré qui présentait une bonne transition entre le milieu familial et un milieu plus organisé comme le milieu de travail. Au total, 187 personnes ont débuté la formation et 75% des participants l'ont terminée.

### **RÉGION 14 – LANAUDIÈRE : PROJET HABITAT-SANTÉ**

La Table des partenaires de développement social de Lanaudière a formé, en 2004, un comité stratégique sur l'habitation et le logement communautaire, qui a réalisé un diagnostic sur l'état de l'habitation de la région.

Plusieurs actions ont découlé de ce diagnostic : une pétition à la SHQ pour améliorer les programmes, le projet Habitat-Santé qui visait l'organisation de corvées soutenues par la comité pour améliorer la salubrité de logements en milieu rural et qui a permis à 40 ménages de mieux respirer, la relance d'une association en défense des droits des locataires, le soutien à la création d'une entreprise d'économie sociale en rénovation et la création d'un fonds pour soutenir le logement communautaire.

### **RÉGION 14 – LANAUDIÈRE : MOBILISATION EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

Une recherche-action et un mémoire menés par l'ASSS ont amené la formation d'un comité régional en sécurité alimentaire. Ce dernier est à l'origine du projet Bonne Boîte Bonne Bouffe, qui permet à des familles de consommer des fruits et légumes de première qualité et ce à faible coût et qui soutient le développement de compétences culinaires par des projets d'éducation à l'alimentation.

### **RÉGION 15 – LAURENTIDES : PROJETS EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (REGAL ET BONNE BOÎTE-BONNE BOUFFE)**

La problématique de l'accès à des aliments sains tout au long de l'année a incité des partenaires de la région à lancer un projet de transformation des aliments : REGAL.

Ainsi, Moisson Laurentides, organisme porteur en collaboration avec le Conseil régional de développement social des Laurentides (CRDSL), le MAPAQ, Centraide, la Fondation Chagnon, les 8 MRC et les CSSS respectifs, ont identifié un organisme local par MRC pour devenir un pôle sous-régional.

Ces pôles concentrent leurs efforts sur la transformation de fruits et légumes en fin de vie (cuisson ou congélation) de même que l'élaboration d'outils et d'activités éducatifs, afin de favoriser l'acquisition de saines habitudes alimentaires.

Le projet Bonne-Boîte Bonne Bouffe comprend une étape de plus, en incluant la prise en charge et la planification alimentaires. Des paniers de fruits et légumes frais sont vendus sans profit aux personnes inscrites.

Les 2 projets ont permis une implication et une vaste mobilisation des partenaires régionaux et locaux. Par exemple, le MAPAQ a été mis à contribution pour la formation en hygiène des aliments du personnel embauché dans les 8 pôles de transformation.

### **RÉGION 16 – MONTÉRÉGIE-EST : PROJET JEUNES MÈRES EN ACTION**

Jeunes mères en action a pour mission d'offrir des services spécialement adaptés aux besoins des mères de moins de trente ans en situation de vulnérabilité (monoparentalité, faible revenu, isolement, faible scolarité...) et ce, dans le but d'améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs enfants. Les services et activités offerts visent à favoriser leur autonomie et le développement de leurs habiletés personnelles, parentales, sociales et économiques.

## 41 EXEMPLES DES RÉGIONS

Le centre de jour, situé au centre-ville, offre des ateliers de groupe sur différents thèmes, des conférences, des cafés-rencontres, des activités récréatives et des activités mère-enfants. Des rencontres individuelles sont aussi offertes. Les services et activités offerts visent à supporter le développement de leurs habiletés parentales et personnelles et à soutenir les jeunes mères dans un projet d'intégration sociale, scolaire ou professionnelle. Les mères participent aux activités sur une base volontaire. Une halte-garderie est offerte gratuitement aux mères qui participent aux différentes activités.

La Maison Dorimène-Desjardins, attribue un logement social de transition à des jeunes mères monoparentales qui désirent concrétiser un projet d'études qui a pour finalité l'obtention d'un diplôme. On y retrouve 24 logements dont dix-huit de type 41/2 et six de type 51/2. Les mères payent 25% de leurs revenus. Celles-ci sont soutenues et accompagnées tout au long de leur passage et ce, pour un maximum de 5 ans. Elles ont également la possibilité d'obtenir une place en garderie à contribution réduite à la Garderie Frisbi et compagnie qui est attenante au bâtiment.

### POUR D'AUTRES EXEMPLES EN LIEN AVEC LES ACTIONS ET LES ORIENTATIONS, VOIR AUSSI :

- 01-Bas St-Laurent : COSMOSS .....section 1
- 04- Mauricie : Implantation du service de transport collectif en milieu rural.....section 5
- 04-Mauricie : Démarche de concertation en sécurité alimentaire.....section 1
- 05-Estrie : Tableau de bord des communautés.....section 5
- 06-Montréal : Démarche de revitalisation de St-Michel .....section 4
- 12-Chaudière-Appalaches : Entente HLM..section 1
- 14-Lanaudière : CRÉVALE .....section 4
- 15-Laurentides : Colloques sur le logement social .....section 4
- 16-Montérégie-Est : Transport collectif et tarification sociale .....section 3
- 17-Centre-du-Québec : Fonds régional de DS.....section 3
- 17-Centre-du-Québec : Recherche et transfert des connaissances .....section 4

### Le DÉVELOPPEMENT SOCIAL en ACTION dans les régions

## 3-LE FINANCEMENT

#### RÉGION 07 – OUTAOUAIS : POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE LA VILLE DE GATINEAU

Désirant être à l'écoute des attentes de la population et respectueuse des mandats des diverses organisations tout en affirmant l'importance du leadership de la Ville dans le développement de son territoire et la qualité de vie des citoyens, la Ville de Gatineau a adopté en décembre 2010 sa Politique de développement social « La cohésion sociale au cœur de la ville », assortie d'un plan d'action quadriennal et d'une enveloppe financière, à terme, de plus de 1M \$/année. Un responsable – développement social et 4 agents de développement des communautés ont récemment été embauchés afin d'appuyer la mobilisation et le développement social dans les quartiers de la ville. Un cadre de soutien à l'action communautaire a également été adopté. Ce dernier sera lancé à l'automne 2012 et s'articulera autour de trois types de soutien : professionnel, technique et financier.

#### RÉGION 09 – CÔTE-NORD : ARRIMAGE DE PARTENARIATS

Dans le cadre du Plan d'action régional pour la solidarité et l'inclusion sociale (PARSIS), la région de la Côte-Nord a conclu un partenariat avec Réunir Réussir (R2) et souhaite répondre à l'invitation d'Avenir d'enfants quant à la stratégie régionale pour la coordination d'une instance régionale. Les montants s'ajoutent donc au budget alloué par le MESS, la CRÉ et le Forum Jeunesse. L'ensemble du budget du PARSIS permettra de déployer deux mesures phares qui donneront de nouveaux moyens financiers pour soutenir l'action sur la Côte-Nord. Grâce aux partenariats créés, une enveloppe est réservée pour soutenir la mobilisation locale et territoriale pour chacun des territoires de MRC de la Côte-Nord par des ententes de partenariat qui permettront entre autres de s'assurer d'une cohésion des actions en lien avec la pauvreté, l'exclusion sociale, la réussite éducative et le développement des jeunes enfants. Un fonds de près de 1,7 M\$, pour appuyer les efforts de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale dans chacun des territoires de MRC de la Côte-Nord a également été créé.

#### RÉGION 10 – JAMÉSIE, NORD-DU-QUÉBEC : ENTENTE SPÉCIFIQUE EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Une 2<sup>e</sup> entente spécifique en développement social est signée en 2009, à la suite d'une réflexion stratégique. Elle vise à stimuler la participation sociale sur le territoire jamésien et comporte trois axes : renforcer l'identité régionale, soutenir le développement des communautés et lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Quatre partenaires régionaux sont impliqués, avec un investissement total de 1 325 000 \$, ce qui en fait la plus importante entente en développement social au Québec. La *Subvention au soutien à l'initiative sociale de la Jamésie* est bonifiée pour soutenir la réalisation de projets dont l'issue contribue à améliorer la qualité de vie ou le sentiment d'appartenance locale et régionale.

### **RÉGION 11 – GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE : TRANSPORT COLLECTIF RÉGIONAL**

Les autobus du Réseau de transport collectif de la région (ReGIM) desservant le plus grand territoire au Québec déplacent la population de village en village selon ses besoins. Après une année de service, le succès était tangible : nombre de passagers croissant, clientèle satisfaite. Les résultats positifs obtenus ainsi que les retombées positives qu'apporte un réseau de transport collectif aux problématiques spécifiques liées aux jeunes, aux aînés, à la recherche de la main-d'œuvre, à l'inclusion sociale et à l'accès aux services ont été reconnus par l'ensemble des MRC de la région. Afin d'assurer sa stabilité et son amélioration, le RÉGÎM, appuyé par l'ensemble des élus, a obtenu en 2011 d'avoir accès à une source de financement additionnelle, similaire à celle de certaines sociétés de transport en commun en milieu urbain : le prélèvement d'une taxe de 0,01 cent sur chaque litre d'essence vendue dans la région.

### **RÉGION 11 – GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE : INSTANCE DE MOBILISATION RÉGIONALE EN PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE**

L'IRM a pour mission de susciter la mobilisation et de soutenir les initiatives qui favorisent l'amélioration de la persévérance scolaire et de la réussite éducative des jeunes de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Des portraits de la réussite des jeunes ont été réalisés pour chacune des MRC et pour la région par le Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable (CIRADD), en co-construction avec des partenaires et la coordination de l'IRM. Le comité des partenaires de l'IRM s'est réuni afin de s'approprier le portrait régional de la réussite des jeunes de la région et d'être informé du suivi des plans d'action locaux.

Chaque partenaire de l'IRM, dont la Conférence régionale des élus, signera une déclaration d'engagement dans laquelle sont présentés entre autres le contexte, la mission, la vision, les objectifs, la stratégie de changement, les valeurs et la durée de l'engagement. Chaque partenaire qui s'engage financièrement dans la démarche signera un protocole d'entente avec l'IRM afin à la mise en œuvre des plans d'action locaux et régional.

### **RÉGION 16 – MONTÉRÉGIE-EST : TRANSPORT COLLECTIF ET TARIFICATION SOCIALE**

Après quelques initiatives plus ou moins fructueuses pour rendre accessible leurs services des organisations du milieu membres des tables de concertation en santé et services sociaux du territoire de la MRC d'Acton font le constat que le transport collectif n'est toujours pas accessible: préjugés de la population quant aux utilisateurs du transport, son coût et le manque de flexibilité de ses horaires. Ensemble, ils décident de mettre en place un petit fonds de risque associé à une demande de financement pour réaliser l'expérimentation de la Tarification sociale. Ils mettent en place un réseau de d'organisations prêtes à payer le 2/3 de la course. Après un an d'utilisation, le transport Omnibus a conclu plus de 20 ententes signées avec des partenaires

## 41 EXEMPLES DES RÉGIONS

comme les caisses populaire, les CPE, le CJE, la Fondation santé du CLSC, les organismes communautaires etc., et a plus que doublé son nombre d'utilisateurs et de trajets effectués.

### **RÉGION 17 – CENTRE-DU-QUÉBEC : FONDS RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL**

Dès la création du comité régional en développement social (CRDS) en 2001, le choix a été fait de soutenir les acteurs locaux en termes d'action (intervention) et de réflexion (connaissances). Pour le premier volet du soutien à l'action, un fonds de soutien à la réflexion et à l'action en matière de développement social (FRDS) a été mis sur pied. Le premier critère de sélection des projets est la composition intersectorielle du comité promoteur d'un projet ou d'une démarche en DS qui assure le travail avec des pratiques intersectorielles. La mobilisation et la concertation sont des incontournables comme conditions de mise en route d'actions.

Après 5 ans, une évaluation des projets financés par le FRDS a révélé que cette approche a permis de multiplier les actions et d'assurer leur pérennité. Il appert aussi que même si aucune part du milieu n'était exigée, les milieux ont investi en moyenne 40% du financement des projets. Cinquante-cinq projets ont été soutenus pour un montant total d'environ 1,2 M\$. Deux projets soutenus financièrement par le FRDS ont gagné des prix provinciaux. Le Prix Persillier-Lachapelle a été reçu pour une démarche de sensibilisation et de prévention des abus à l'égard des aînés dans une approche intergénérationnelle; le second prix, le Prix Égalité 2012, pour la conception et production d'un outil d'implantation de mesures en conciliation famille travail en entreprise.

### **POUR UN AUTRE EXEMPLE EN LIEN AVEC LE FINANCEMENT, VOIR AUSSI :**

16-Montérégie-Est : Jeunes mères en action.....section 2

### Le DÉVELOPPEMENT SOCIAL en ACTION dans les régions

## 4- LE PROCESSUS PARTICIPATIF

### RÉGION 04 – MAURICIE : FORUM CITOYEN MAURICIEN

Face au constat que les forums de développement se font souvent dans les grands centres urbains et constatant que la Mauricie compose avec un des plus hauts taux de pauvreté et de chômage du Québec, les partenaires du développement social ont souhaité tenir un grand forum régional réalisé par et pour les citoyens.

Deux ans de préparation, une gestion participative de A à Z (coordination, étapes de planification et prise de décision), ce forum de trois jours tenu en octobre 2008 a réuni près de 3 000 personnes pour des ateliers, des présentations de projets novateurs, des prestations d'artistes et des temps en plénière. Tous les partenaires du développement de la Mauricie ont été touchés de près ou de loin par cet événement et il a permis d'ouvrir de nouveaux canaux de communication. Une déclaration citoyenne a émergé du forum et le jeu « Bouche-à-Oreille » a également été produit pour promouvoir les valeurs de cette déclaration citoyenne.

### RÉGION 06 – MONTRÉAL : DÉMARCHE DE REVITALISATION DE ST-MICHEL

Centraide a proposé en 2004 au quartier Saint-Michel à Montréal de s'inscrire dans une expérience pilote de « Collectivité dynamique ». Toutefois l'objectif premier est de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Deux grands rendez-vous du quartier ont permis d'adopter un diagnostic, une vision d'avenir et un plan d'action. La mise en œuvre a débuté en janvier 2005 par la mise en place des Clubs de partenaires Habitation et Participation citoyenne. En 2006, les Clubs Revenu, Culture, Sports et Loisirs ont été ajoutés. Les Clubs Services commerciaux et Sécurité urbaine ont suivi en 2007.

Plus d'une vingtaine de projets visant l'amélioration de la qualité de vie de la population sont en cours d'exécution pour s'attaquer aux grandes priorités retenues : l'accroissement des revenus des individus et des familles, l'amélioration et la diversification des habitations, l'accessibilité et la diversification des services et des activités de culture, de sports et loisirs et de commerce ainsi que l'amélioration de la sécurité urbaine. De plus, des lieux de participation citoyenne ont été développés, des fêtes de quartier organisées, de nouveaux services offerts et d'importants investissements annoncés.

### RÉGION 09 – CÔTE-NORD : L'ESCALE

La Côte-Nord est une région où la cohésion sociale est en construction. Elle est caractérisée par l'immensité du territoire et par la cohabitation de trois groupes culturels distincts :



## 41 EXEMPLES DES RÉGIONS

francophones, anglophones et Innus. Le développement régional dépend en bonne partie de la capacité de créer de la convergence entre les divers groupes et acteurs.

Les événements de L'Escale, qui réunissent aux 2 ans les intervenants territoriaux et régionaux, les acteurs communautaires, les élus municipaux et les citoyens, représentent l'expérimentation d'un processus innovateur contribuant à la construction d'une cohésion régionale. En effet, un partenariat intersectoriel efficace et durable s'est développé autour de l'Escale, qui a démontré une volonté de construire des interventions dépassant les mandats sectoriels de chacun. D'autre part, les acteurs participant à l'Escale se sont approprié un langage commun autour du développement social, avec comme modèle, la complémentarité entre le capital humain, le capital social, le capital économique et le capital écologique.

### **RÉGION 10 – JAMÉSIE, NORD-DU-QUÉBEC : « QUAND LE SOCIAL REJOINT L'ÉCONOMIQUE », 1<sup>ER</sup> COLLOQUE RÉGIONAL EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL RÉUNISSANT TOUS LES SECTEURS**

Un colloque a rassemblé en 2003 sur une même tribune les acteurs du développement social et ceux du développement économique et a ouvert un dialogue entre eux. La vision partagée repose entre autres sur la reconnaissance de spécificités nordiques, sur l'occupation du territoire et sur le sentiment d'appartenance. L'incorporation en 2004 du *Comité de développement social de la Baie-James* (CDSBJ) s'inscrit dans les retombées directes du colloque.

À la suite de ce processus positif de consultation et de mobilisation, cinq partenaires régionaux ont collaboré en 2006 à une première entente spécifique en développement social. Dans ce cadre, le CDSBJ a créé la *Subvention au soutien à l'initiative sociale de la Jamésie*, un levier financier auprès de groupes vulnérables et défavorisés désireux d'améliorer leurs conditions ou mode de vie et de prendre en charge les enjeux de développement qui les concernent.

### **RÉGION 10 – JAMÉSIE, NORD-DU-QUÉBEC : « BÂTIR ENSEMBLE NOTRE RÉGION », FORUM DES ACTEURS**

La DSP du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James et le CDSBJ ont commandé une étude à la Coopérative NISKA, experte en gestion du développement durable des collectivités et des organisations, afin d'évaluer des stratégies gagnantes de développement des communautés de la Jamésie, pour qui le sentiment d'appartenance est peu développé. L'immensité du territoire, la structure spatiale des communautés éloignées les unes des autres, la prépondérance des communautés autochtones, les conventions qui régissent les usages du territoire, l'organisation politique et administrative, la jeunesse de la population et la richesse des ressources sont relevées comme autant d'enjeux liés au sentiment d'appartenance à la région, qui doit dépasser le temps d'une vie professionnelle. Ces conclusions ont été présentées en 2007 à plus d'une centaine de décideurs et d'intervenants socioéconomiques du territoire, qui se sont livrés à un exercice de réflexion et de concertation. Ce forum a jeté les bases d'un

## 41 EXEMPLES DES RÉGIONS

partenariat serré entre les organismes impliqués autour de la préoccupation de la construction d'une région par et pour sa population dans l'optique d'un développement durable.

### **RÉGION 11 – GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE : SONDAGE AUPRÈS DE JEUNES GASPÉSIENS ET MADELINOTS DE 12 À 35 ANS**

La consultation Vision jeunesse, commandée par la Commission jeunesse Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, a rejoint pas moins de 1 232 jeunes âgés de 12 à 35 ans, qui ont répondu au questionnaire en ligne afin de faire connaître leurs préoccupations et leurs besoins. Sept priorités ont été identifiées par les jeunes :

1. Mettre des efforts pour s'assurer d'avoir des jeunes qui reviennent, travaillent et demeurent dans la région.
2. Appuyer le démarrage de nouvelles entreprises qui dynamisent la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine.
3. Faciliter l'accès à une maison ou un logement.
4. Augmenter la quantité de services pour les jeunes ayant des difficultés (à l'école, problème de consommation, confiance en soi, etc.).
5. Augmenter la quantité et l'accessibilité aux loisirs.
6. Promouvoir la fierté de vivre en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.
7. Favoriser l'implication (bénévolat) des jeunes dans leur milieu.

La commission réalise présentement différentes activités de partage des résultats avec différents partenaires sectoriels et intersectoriels et basera la prochaine planification stratégique sur les préoccupations exprimées dans ces inestimables résultats.

### **RÉGION 12 – CHAUDIÈRE-APPALACHES : MAGICIEN DU TEMPS ET SES COMITÉS FAMILLES**

Les Magiciens du temps est un exemple de prise en charge citoyenne au niveau local. Il s'agit d'une série d'animations qui permettent aux citoyens de se mettre en action afin de définir leurs besoins propres, d'adresser ensemble leurs problématiques aux décideurs et de développer des projets pour leur mieux-être collectif. Tout en démystifiant l'éducation citoyenne, le processus a donné lieu à davantage d'implication et d'engagement citoyen. Cette démarche a exercé un rayonnement régional, national et international en permettant d'exporter un modèle structurant pour les milieux de vie : l'empowerment de l'individu jusqu'à l'empowerment collectif et organisationnel développé dans le cadre de la démarche de la région a été présenté entre autres à des groupes d'intervenants de l'Ontario et de la France.

### **RÉGION 14 – LANAUDIÈRE - CREVALE (COMITÉ RÉGIONAL DE VALORISATION DE L'ÉDUCATION)**

## 41 EXEMPLES DES RÉGIONS

Ayant fait le constat du haut taux de décrochage scolaire dans la région, la Table a réuni plusieurs acteurs interpellés par la persévérance scolaire qu'elle a animé, de concert avec la CRÉ Lanaudière, pendant trois ans. Cette animation a mené à la création de l'organisme dûment incorporé le CREVALE qui se veut une concertation large dans la valorisation de l'éducation et la persévérance scolaire. Ces actions s'appuient sur des facteurs de protection contre le décrochage scolaire documentés. Les facteurs sont sélectionnés conjointement avec les partenaires issus de multiples secteurs qui forment les comités de travail du CREVALE. L'éventail des compétences des gens qui y travaillent permet au CREVALE d'offrir des outils et des campagnes qui répondent le mieux possible aux besoins des Lanaudois en matière de prévention du décrochage scolaire. Le CREVALE s'appuie sur l'idée que le phénomène du décrochage scolaire est l'affaire de tous : familles, écoles, employeurs, communautés. Il oblige par conséquent à une mobilisation tant de l'école que des parents, des employeurs, de la communauté et de l'État. La Table siège sur le conseil d'administration.

### RÉGION 15 – LAURENTIDES : COLLOQUES SUR LE LOGEMENT SOCIAL

Deux colloques sur le logement social ont permis de ramasser l'information pour définir les besoins en logement social dans les Laurentides. Un comité de partenaires a ensuite été mis en place pour travailler sur les problématiques constatées dans la région et trouver le financement nécessaire à l'embauche d'un coordonnateur régional pour le logement social.

Les colloques ont été l'occasion de concerter les acteurs de la région sur la problématique et d'impliquer à la fois des représentants de ministères, des groupes de citoyens et le député.

### RÉGION 16 – MONTRÉGIE-EST : PLAN DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ EN LOISIRS ET SPORTS

La région de la Montérégie-Est, par l'entremise de la Conférence régionale des élus est la première à avoir développé un plan intégré en matière de loisir et sport. La CRÉ a conclu une entente avec Loisir et Sport Montérégie afin de concrétiser la démarche de mobilisation visant à convenir avec les acteurs locaux et régionaux et leurs partenaires, des orientations, des principes, des cadres d'action et d'engagements. L'entente associe les élus, les gestionnaires municipaux, les professionnels en loisir, les bénévoles et les partenaires de l'éducation, de la santé et du développement local, qui ont convenu des cibles prioritaires par territoire de MRC.

Concrètement, sept regroupements de partenaires locaux, « les caucus », et cinq groupes de travail régionaux « les chantiers thématiques » se sont affairés à établir un état de situation et à prioriser des actions à mettre de l'avant localement et régionalement. Il est reconnu formellement que:

- Le palier régional, en l'occurrence la CRÉ et Loisir et Sport Montérégie, doit se donner une vision commune et cohérente relativement aux constats, aux orientations et aux actions pour chacun des problèmes et doit assurer une concertation régionale, ainsi qu'un soutien dans la solution des problèmes locaux qui auront été priorisés.

## 41 EXEMPLES DES RÉGIONS

- Le palier local, en l'occurrence les caucus, joue un rôle d'incubateurs ou de promoteurs de projets de solution des différents problèmes au cœur du plan et qu'en ce sens, il élabore des solutions qui serviront de bancs d'essai permettant d'expérimenter des solutions innovatrices et de partager ces expériences.

Cette entente, permettra d'initier la mobilisation et le soutien à l'innovation des acteurs locaux dans la réponse aux besoins prioritaires en loisir, dans une perspective de prise en charge par le milieu, en vue d'assurer le développement durable des communautés. Cette entente positionne le secteur du loisir comme un dossier prioritaire et reconnu à la CRÉ par la mise en place d'un comité régional de concertation en loisir, s'y rattachant.

### **RÉGION 16 – VALLÉE-DU-HAUT-ST-LAURENT : STRATÉGIE LOCALE D'INTERVENTION EN DS**

Un projet-pilote mené à Pincourt expérimente les étapes d'intervention municipale en développement social, dont l'élaboration d'une politique et sa mise en œuvre. Vingt-deux - groupes de discussion et deux assemblées publiques ont permis aux citoyens et citoyennes de se prononcer sur leur vision du DS dans leur municipalité. Un plan d'action en développement social sera ensuite élaboré par la municipalité sur la base de ces consultations citoyennes. Une évaluation du processus sera faite au niveau national, à la suite de laquelle un guide d'implantation en milieu municipal sera rédigé.

### **RÉGION 17 – CENTRE-DU-QUÉBEC : PLACE DE LA RECHERCHE ET DU TRANSFERT DE CONNAISSANCES**

Le choix du comité régional de soutenir aussi la réflexion a mené ses membres à vouloir documenter les problématiques sociales de la région en vue de mieux adapter les interventions. Le CRDS a profité de toutes les opportunités pour parfaire sa connaissance des problématiques sociales dans la région. La recherche et le transfert de connaissances constituent l'assise principale du cadre d'analyse des problématiques. Ils agissent en tant qu'interface entre le savoir et l'action.

Ainsi, lors de la tournée annuelle des territoires de MRC, le CRDS puise dans chacune des rencontres avec les acteurs et actrices du DS pour se mettre à jour sur trois aspects incontournables : les principales préoccupations des intervenantEs sur les problématiques de leur milieu, les défis qu'ils ont à rencontrer et leurs besoins de soutien.

L'importance de bien connaître les problématiques sociales a un impact direct sur les choix à faire pour déterminer les formes de soutien, les approches et les interventions.

Le CRDS a mené quelques recherches sur certaines problématiques sociales afin d'améliorer ses connaissances et d'en faire le transfert. Les portraits sociosanitaires constituent l'assise de la démarche et ont donné lieu au *Carrefour des défis*.

## 41 EXEMPLES DES RÉGIONS

Mis à jour régulièrement, ce recueil est un recensement documenté sur les différentes problématiques sociales au CQ. Il sert à mesurer l'évolution de la situation et aussi de référence dans la prise de décision pour les orientations du CRDS. Il est aussi une référence pour bon nombre de partenaires. L'équilibre entre la réflexion (connaissance) et l'action (intervention) demeure un défi constant.

### **POUR D'AUTRES EXEMPLES EN LIEN AVEC LES PROCESSUS PARTICIPATIFS, VOIR AUSSI:**

- 05-Estrie : Tableau de bord des communautés.....section 5
- 07-Outaouais : Politique municipale de DS.....section 3
- 11-Gaspésie-Iles : Réseau des partenaires en développement des collectivités.....section 1
- 12-Chaudière-Appalaches : Entente HLM.....section 1
- 14-Lanaudière : Mobilisation en sécurité alimentaire .....section 2
- 15-Laurentides : REGAL et BBBB.....section 2

### Le DÉVELOPPEMENT SOCIAL en ACTION dans les régions **INTERSECTORIALITÉ ET TERRITORIALITÉ**

#### **RÉGION 03 – CAPITALE-NATIONALE : APPROCHE TERRITORIALE INTÉGRÉE**

En 2008, la CRÉ a pris le leadership d'une approche territoriale intégrée sur cinq territoires défavorisés de la région de la Capitale-Nationale, dont trois urbains et deux ruraux, ciblés à l'aide de l'indice de Pampalon. Dans chaque territoire, le CRÉ a réuni des partenaires interpellés par la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

À partir de portraits, les partenaires ont posé un diagnostic et ont défini les enjeux et les priorités d'action. Une entente spécifique de deux ans, ensuite renouvelée pour trois autres années, a permis l'embauche de cinq coordonnateurs pour l'animation et la coordination des comités des cinq territoires. Les plans d'action des territoires seront financés par le biais de l'Alliance pour la solidarité et trois nouveaux territoires seront vraisemblablement ajoutés. Un montant est aussi prévu pour des actions qui englobent plus d'un territoire.

Cette approche a permis d'intensifier la concertation des partenaires et a contribué à améliorer la cohérence dans les actions territoriales.

#### **RÉGION 04 – MAURICIE : IMPLANTATION DU SERVICE DE TRANSPORT COLLECTIF EN MILIEU RURAL**

Comment les gens éloignés des centres de services peuvent-ils briser leur isolement et avoir accès aux services de base (santé, activités de loisir, etc.) à l'intérieur de leur MRC? Un des premiers projets concrets réalisés en développement social dans la région a voulu répondre à cette question. Au début des années 2000, les comités territoriaux de développement social des MRC de Maskinongé, Mékinac et La Tuque ont travaillé à la mise en place des services de transport collectif en milieu rural. Pour aller encore plus loin, les comités territoriaux de chaque MRC et territoire équivalent se sont associés pour réaliser une deuxième étape de développement du service de transport collectif. Une entente entre les corporations de transport collectif des territoires des MRC rurales (Des Chenaux, Maskinongé, Mékinac) et La Tuque en partenariat avec les réseaux de transport des villes de Shawinigan et Trois-Rivières a été conclue pour constituer un réseau de transport inter-MRC. Ce Réseau de transport de la Mauricie (<http://www.transportmauricie.com/>) est une contribution directe pour réduire la pauvreté et améliorer la qualité de vie des résidents.

### RÉGION 05 – ESTRIE : TABLEAU DE BORD DES COMMUNAUTÉS DE L’ESTRIE

Dans la foulée de la création de l’Observatoire estrien du développement des communautés, un ensemble de partenaires entamait les travaux pour doter l’Estrie d’un outil appelé le Tableau de bord (TB) des communautés. Cette initiative se présente comme une démarche de mobilisation des acteurs et de consultation citoyenne dans le but de tracer le portrait d’une communauté locale, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Une typologie mixte a été développée pour représenter, sous forme d’icônes, à la fois des données statistiques et des éléments non calculables tels que le degré de mobilisation ou la défavorisation d’un territoire. La mixité de cette typologie facilite l’appropriation des données par les acteurs et suscite leur engouement envers cet outil de connaissance fine des territoires.

Le comité de mise en œuvre du TB voit au déploiement de la démarche régionale en concordance avec les territoires locaux. Ce comité rassemble les partenaires exécutifs, chargés du traitement des données statistiques et de la réalisation des outils de soutien et au moins deux représentants par MRC.

Les travaux reliés au tableau de bord ont mené à la formation dans une MRC d’un groupe d’accompagnement des communautés avec un mandat plus large, incluant des leaders d’une dizaine de partenaires des secteurs de la santé, du développement, du secteur de la jeunesse et du monde économique, afin d’amener les communautés du territoire à s’approprier leur propre développement.

Or, la clarté et la qualité des informations livrées par le TB en fait un outil précieux pour bien cibler les priorités d’interventions d’un milieu, notamment en termes de lutte à la pauvreté. Tandis que la démarche, autant au niveau local pour la réalisation d’un portrait, qu’au niveau régional pour la mise en œuvre du TB lui-même, fait appel à la participation des acteurs : les citoyens et élus municipaux, au niveau local; les agents de développement et décideurs, au niveau des MRC, etc. Enfin, le processus entrepris pour réaliser cet outil et mettre en place la démarche a amené les intervenants de la région, à divers niveaux, à arrimer davantage leurs efforts pour développer les communautés de l’Estrie.

### RÉGION 09 – CÔTE-NORD : ANIMATION DES TERRITOIRES

Dans le cadre d’une entente administrative CRÉ-ASSS (qui s’est terminée en novembre 2011), le palier régional a animé pendant plusieurs années des chantiers territoriaux en développement social.

Dans un contexte de crise forestière, la Haute-Côte-Nord s’est dotée d’une agente de développement social dans un geste de mobilisation et de concertation des acteurs. Financé en grande partie par le Fonds de diversification économique, le poste suscite entre autres des actions associées aux habitudes de vie, au transport collectif, à l’animation d’un comité de développement social et au développement d’une politique de développement social.

## 41 EXEMPLES DES RÉGIONS

### **RÉGION 11 – GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE : STRATÉGIE D'ATTRACTION, D'ACCUEIL ET DE RÉTENTION DE MAIN-D'ŒUVRE**

La Gaspésie et les Îles-de-Madeleine ont amorcé une démarche visant l'élaboration d'une stratégie quinquennale d'attraction, d'accueil et de rétention en étroite collaboration avec une cinquantaine d'organisations de différents paliers de gouvernance territoriale.

Cette démarche globale est issue de la volonté des intervenants qui travaillaient sur les ententes touchant au retour et à l'établissement des jeunes de même qu'à l'établissement durable des personnes immigrantes à travailler de façon plus concertée.

Campée dans une vision d'occupation dynamique du territoire et considérant que celle-ci passe par la valorisation d'une région par sa population de même que par l'apport de main-d'œuvre, certes, mais également par l'arrivée d'entrepreneurs, d'étudiants et d'investisseurs, bref, de citoyens, la stratégie propose un plan d'action intégré visant une multitude de clientèles.

### **POUR D'AUTRES EXEMPLES EN LIEN AVEC INTERSECTORIALITÉ ET TERRITORIALITÉ, VOIR AUSSI:**

- 01-Bas St-Laurent : COSMOSS..... section 1
- 09-Côte-Nord : Arrimage de partenariatssection 3
- 09-Côte-Nord : L'Escale..... section 4
- 15-Laurentides : REGAL et BBBB..... section 2
- 16-Montérégie-Est : Plan intégré en loisir  
et sport..... section 4
- 16-Vallée Haut-St-Laurent : Stratégie locale d'intervention en DS.....section 4

Ce recueil a été rendu possible grâce à la participation de :

